

Christian Nadeau

Professeur, département de philosophie, Université de Montréal

(20 février 2010)

“L’hyperlien Hobbes-Harper.  
Pour le philosophe et le politicien,  
l’autorité du gouvernement est par définition  
supérieure à tout autre pouvoir  
ou volonté du peuple.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Christian NADEAU  
Professeur de philosophie, Université de Montréal.

**"L'hyperlien Hobbes-Harper.  
Pour le philosophe et le politicien, l'autorité du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple".**

**Le Devoir**, Montréal, édition du samedi, 20 février 2010, page C6 — le devoir de philo.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 20 février 2010 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [christian.nadeau@umontreal.ca](mailto:christian.nadeau@umontreal.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 février 2010 à Chicoutimi,  
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



# Christian Nadeau

Professeur, département de philosophie, Université de Montréal

## “L’hyperlien Hobbes-Harper. Pour le philosophe et le politicien, l’autorité du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple.”

C6 LE DEVOIR, LES SAMEDI 20 ET DIMANCHE 21 FÉVRIER 2010

### PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

## L'hyperlien Hobbes-Harper

Pour le philosophe et le politicien, l'autorité du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple

Régulièrement, le Devoir propose à des professeurs de philosophie et d'économie, invités depuis le premier numéro parvenu aux éditoriaux d'écrire des colonnes de réflexion sur un thème ou un aspect d'actualité à partir d'un texte d'un penseur marquant. Aujourd'hui, le sujet d'un texte politique.

**ÉCRIVAIN** Christian Nadeau, professeur de philosophie, Université de Montréal

**O**mnipotent, omnipotent, omnipotent... Le pouvoir du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple. C'est ce que dit Thomas Hobbes dans son ouvrage *Le Léviathan* (1651), ouvrage fondateur de la philosophie politique moderne. Mais il faut le lire attentivement. Car il ne dit pas que le pouvoir du gouvernement est supérieur à tout autre pouvoir ou volonté du peuple. Il dit que le pouvoir du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple.



Christian Nadeau, philosophe et professeur de philosophie, se penche sur le lien entre le philosophe anglais et le premier ministre canadien.

Il est intéressant de voir comment le Léviathan, qui est un ouvrage de philosophie politique, est devenu un livre de référence pour les dirigeants politiques. C'est ce que dit Christian Nadeau dans son article. Il explique que Hobbes a écrit son ouvrage à une époque où l'Europe était en proie à une guerre civile. Il voulait montrer que le pouvoir du gouvernement est supérieur à tout autre pouvoir ou volonté du peuple. C'est ce que dit Nadeau dans son article.

Le plus intéressant, ce n'est pas seulement le lien entre Hobbes et Harper, mais aussi le lien entre Hobbes et le peuple. Hobbes a écrit son ouvrage pour le peuple. Il voulait montrer que le pouvoir du gouvernement est supérieur à tout autre pouvoir ou volonté du peuple. C'est ce que dit Nadeau dans son article.

Le Devoir, Montréal, édition du samedi, 20 février 2010, page C6 — le devoir de philo.

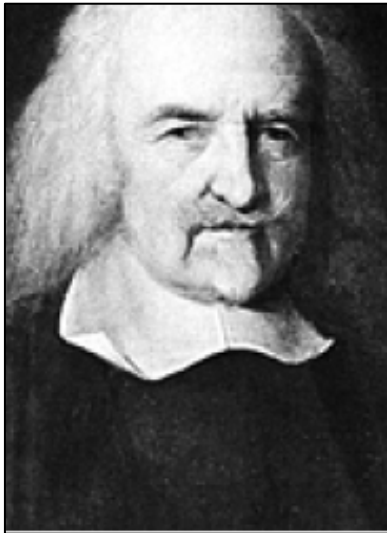
## Christian Nadeau

Professeur, département de philosophie, Université de Montréal

**“L’hyperlien Hobbes-Harper.  
Pour le philosophe et le politicien, l’autorité du gouvernement  
est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple”.**

**Le Devoir**, Montréal, édition du samedi, 20 février 2010, page C6 — le devoir de philo.

Régulièrement, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie et d'histoire, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant. Aujourd'hui, la notion d'autorité politique.



On se souviendra du gouvernement Harper comme d'une instance autoritaire et pratiquant la culture du secret. Devant la puissance de son pouvoir, toute dissidence est passée sous silence. Harper dispose de prérogatives dont il use et abuse comme bon lui semble.

**PORTRAIT GALLERY.** [Selon Thomas Hobbes, la liberté se définit en termes négatifs: l'absence d'obstacles.](#)

C'est ainsi que, envers et contre tous, le gouvernement fédéral ne demandera pas le rapatriement d'Omar Khadr. En outre, comme chacun le sait, Harper a décidé de proroger les travaux du Parlement jusqu'au 3 mars 2010. Le prétexte affiché était la tenue des Jeux olympiques d'hiver.

Personne, à moins de pratiquer le culte de la naïveté, n'a pu croire une telle explication. Non seulement cette décision met en danger un grand nombre de projets de loi, mais plus encore, toute surveillance du gouvernement au sein du Parlement est rendue impossible.

Enfin, last but not least, cette décision dissout l'ensemble des comités parlementaires pour plusieurs mois.

Les effets de la prorogation se feront sentir au delà du 3 mars. Nous avons de bonnes raisons de croire que ces travaux ne reprendront pas avant mai, s'ils ne sont pas morts au feuilleton auparavant. Le plus grave est très certainement la mise entre parenthèses du comité sur l'Afghanistan, dont le gouvernement avait beaucoup à craindre et qu'il a décidé de faire taire, espérant peut-être que l'éclat de



quelques médailles d'or ferait oublier le sort des prisonniers afghans torturés.

Il ne faut pas s'y tromper. Il ne s'agit pas de maladroites qu'on pourrait expliquer par un manque d'expérience politique. Il y a derrière ces manoeuvres une véritable philosophie dont on peut retrouver les origines. Tout indique que le gouvernement Harper agit selon une conception hobbesienne de l'autorité politique.

Photo : JACQUES GRENIER, LE DEVOIR.

Christian Nadeau: «Pour Hobbes et Harper, le pluralisme, la démocratie, la liberté d'expression n'ont de sens que s'ils n'empêchent pas le bon fonctionnement du gouvernement, ce dont celui-ci est en définitive le seul juge.»

Entendons-nous bien: Harper et les membres de son gouvernement n'ont peut-être même jamais lu Hobbes, ou très peu. Quel rapport peut-il y avoir entre une des plus grandes oeuvres de l'histoire de la philosophie politique et les manoeuvres politiques de Stephen Harper? Ce lien est à trouver dans leur conception commune de l'autorité politique.

Pour Hobbes et Harper, l'autorité politique du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple. Le pluralisme, la démocratie, la liberté d'expression n'ont de sens que s'ils n'empêchent pas le bon fonctionnement du gouvernement, ce dont celui-ci est en définitive le seul juge.

Ce qui compte est la puissance de l'État, condition première de la sécurité des individus qui s'y soumettent. Tous doivent agir comme un seul, lequel est incarné

par l'autorité politique du pouvoir en place. Attention: il ne s'agit pas de dictature, mais d'une conception très forte des prérogatives du pouvoir. Mais comment justifier une telle conception de l'autorité?

## Thomas Hobbes (1588-1679)

Dans le *Léviathan* (1651), Hobbes soutient la thèse de l'égalité naturelle des hommes. La nature a fait les hommes égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit.

En d'autres termes, même le frêle David peut l'emporter sur Goliath. L'égalité de tous fait en sorte que chacun, même le plus faible en apparence, possède un espoir d'atteindre ses fins.

Il est rationnel pour lui de rechercher son intérêt même lorsque les obstacles semblent insurmontables. Dès lors, nous dit Hobbes, chacun est une menace potentielle pour autrui.

La peur de tous à l'égard de chacun dominera les rapports sociaux, poursuit Hobbes, tant et aussi longtemps que cette même peur n'est pas remplacée par la crainte à l'égard d'un pouvoir commun auquel tous les individus seraient soumis.

Autrement dit, sans artifice politique, ou dans ce que Hobbes nomme l'état de nature, l'homme est un loup pour l'homme. Inversement, un pouvoir politique auquel tous sont soumis fait apparaître l'espoir d'une paix sociale. Le meilleur moyen pour nous empêcher de nous nuire mutuellement est de nous départir de notre liberté d'agir et de transmettre nos droits à une personne tierce, soit le pouvoir politique, ou ce que Hobbes nomme le *Léviathan*, en référence au démon mythologique de la Bible.

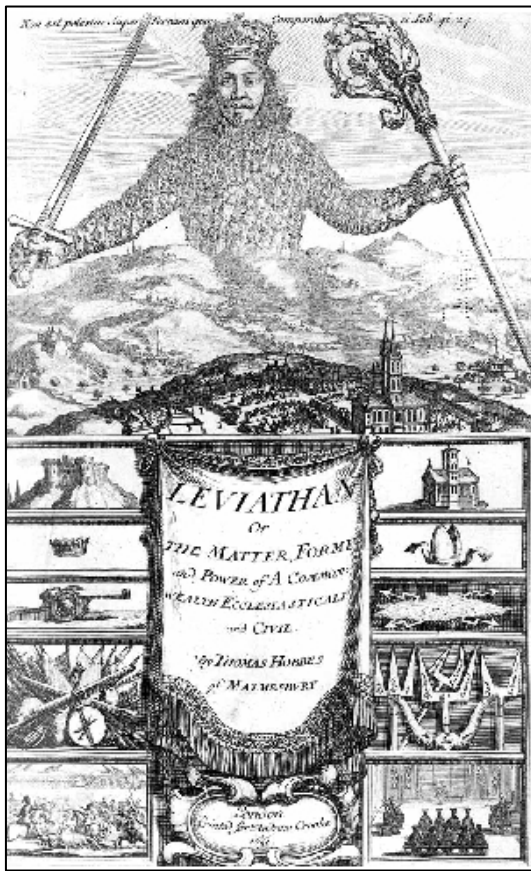
Pour Hobbes, la liberté se définit en termes négatifs. La liberté est l'absence d'obstacles. Certes, nous priver de cette liberté est contraire à ce que nous sommes.

Mais nous sommes aussi tous poussés, toujours selon Hobbes, par une motivation qui nous gouvernerait tous, le désir de survivre. Ce désir ferait même l'objet d'une loi non écrite, ou loi de nature, qui nous empêcherait d'agir de façon telle à

nous mettre nous-mêmes en danger. Cette loi nous oblige à un rapport de compétition les uns contre les autres en vue de notre survie.

Mais, pense Hobbes, il s'agit là d'une mauvaise compréhension de ce qui est essentiel à notre survie. Si nous étions vraiment rationnels, alors nous verrions que le meilleur moyen de survivre est d'abdiquer nos libertés à l'égard d'une puissance externe, indépendante et souveraine.

Cette autorité n'aurait pas de compte à rendre à ceux qu'elle gouverne, sinon pour ce qui touche notre survie, puisque c'est la raison même pour laquelle nous lui concédons tous nos droits. Il ne s'agit pas, pour Hobbes, de justifier la dictature,



mais d'expliquer la nécessité de notre obéissance inconditionnelle, si nous voulons poursuivre nos fins sans entrer dans une rivalité fratricide.

Notre obéissance doit aller à un être distinct de ce que nous sommes, le Léviathan, qui ne répondrait pas aux mêmes règles que nous tous, ce qui lui permettrait d'arbitrer nos rapports antagoniques sans faire partie lui-même du conflit. Si le Léviathan devait posséder les mêmes pouvoirs que nous, il ne serait rien d'autre qu'un acteur de plus au sein de cette lutte de tous contre tous. Il faut au contraire une autorité extérieure et indépendante.

**Illustration : Google Image. Dans le Léviathan (1651), Hobbes soutient la thèse de l'égalité naturelle des hommes. La nature a fait les hommes égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit. En d'autres termes, même le frêle David peut l'emporter sur Goliath. L'égalité de tous fait en sorte que chacun, même le plus faible en apparence, possède un espoir d'atteindre ses fins.**

Ce raisonnement devrait nous conduire à admettre non seulement la souveraineté entière du gouvernement, mais l'impossibilité de remettre en cause ses actes et ses décisions. Le souverain seul est législateur, ce qui signifie que lui seul n'est pas soumis à ses propres lois. Plus encore, poursuit Hobbes, lui seul est l'interprète-



te de sa loi car l'autorité, et non la vérité, fait la loi (Auctoritas, non veritas, legem facit).

## L'affaire Colvin et le rapatriement de Khadr

À titre d'exemple du style hobbesien du gouvernement Harper, il faut rappeler la sinistre affaire du transfert des prisonniers effectué par l'armée canadienne vers les autorités policières et militaires afghanes.

Nous le savons, Richard Colvin, qui a occupé des fonctions diplomatiques en Afghanistan d'avril 2006 à octobre 2007, dit avoir envoyé une quinzaine de rapports à divers hauts responsables politiques et militaires, afin de les mettre en garde contre ces transferts en raison des risques élevés de torture des prisonniers.

Sans surprise, le pire s'est produit, soit une torture quasi systématique des prisonniers, indépendamment de leur statut. Personne n'est donc à l'abri en Afghanistan, le comble pour une population que nous prétendons protéger contre les fureurs talibanes. Le gouvernement s'est empressé de discréditer Colvin et a accusé l'opposition, qui cherche à en savoir plus, d'insulter l'honneur des militaires canadiens.

La décision du gouvernement de ne pas demander le rapatriement d'Omar Khadr va dans le même sens.

Là encore, malgré le concert de protestations, malgré toutes les évidences, le gouvernement s'abrite derrière de futiles paravents juridiques pour affirmer haut et fort ses prérogatives, et cela, en bafouant sa responsabilité première, celle d'assurer la défense de tous les Canadiens, quels qu'ils soient.

## Obéir ou réagir ?

Le plus étonnant, à l'heure actuelle, n'est pas tellement les récentes décisions autoritaires du gouvernement. Le plus étonnant est la faible réaction de la société civile canadienne, qui tarde encore à ouvrir les yeux sur les pratiques de ce gou-

vernement. Si nous nous limitons au conflit en Afghanistan, depuis des années, la population canadienne laisse agir ce gouvernement et notre armée comme s'il s'agissait de leur guerre, et non de la nôtre.

Or, si l'armée canadienne est complice de crimes de guerre, l'armée agit sous la direction du gouvernement, et nous sommes tous complices du gouvernement canadien. Dans cette histoire, la relation causale entre notre citoyenneté et le sort des prisonniers torturés semble trop incertaine aux yeux du public.

Et pourtant, de la même façon que le gouvernement se lave les mains du sang des prisonniers en reportant la faute sur les autorités afghanes, de la même façon nous nous dissociions des Harper et autres Peter MacKay sans tenter d'agir sur eux. Il faut le rappeler encore et encore: ce que ce gouvernement fait, nous le faisons. Que nous le voulions ou non, que Harper s'y oppose ou non, nous sommes imputables de notre gouvernement.

Il est impératif de s'opposer à cette conception hobbesienne du pouvoir. Déléguer des fonctions ne revient pas à nous départir de nos responsabilités. Depuis des années, la population canadienne laisse ce gouvernement jouer avec le pouvoir comme s'il n'avait aucun compte à rendre à personne, ce qui favorise l'apathie de la société civile. Or, nous ne sommes pas au service du gouvernement, le gouvernement est à notre service.

## Notre responsabilité à tous

Au sujet du scandale des tortures, le gouvernement Harper cherche à diminuer son imputabilité en prétextant à la fois le secret des opérations militaires et la complexité des enjeux diplomatiques en présence. Sa nouvelle arme est la prorogation du Parlement et la suspension des comités. Mais un crime de guerre reste un crime de guerre qu'il faut dénoncer. Les partis d'opposition réclament à juste titre la création d'une enquête publique.

La société civile doit manifester son appui à une telle demande. Elle a aussi le devoir de dénoncer la prorogation du Parlement, à l'heure où l'un de ses comités joue un rôle décisif pour notre identité morale. Enfin, elle doit dénoncer encore et encore la décision de ne pas exiger le rapatriement d'Omar Khadr.

Nous ne pouvons pas baisser les bras et laisser Harper bâillonner l'opposition, qu'elle soit au Parlement ou au sein de la société civile. Si nous n'intervenons pas maintenant pour dénoncer ce gouvernement, il y a fort à parier que la culture du secret et le cynisme politique perdureront, quel que soit le parti au pouvoir.

Un débat de fond est maintenant nécessaire sur les prérogatives du gouvernement canadien. Nous ne pouvons plus oublier que ce gouvernement a été élu et doit se comporter comme une instance démocratique.

Il en va de notre responsabilité à tous de l'exiger; nulle légitimité du gouvernement sans vigilance constante des citoyens.

\* \* \*

Écrit par Christian Nadeau

Professeur de philosophie à l'Université de Montréal